



Une visite au musée du quai Branly

Cette année, les rapports annuels 2006 du Groupe BANK OF AFRICA se font l'écho d'un événement qui a eu lieu à Paris le 23 juin 2006 : l'ouverture du musée du quai Branly.

Dédié aux arts et civilisations d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques, ce musée est un lieu de valorisation et de préservation des collections autour desquelles il a été conçu par l'architecte Jean Nouvel.

Ces collections révèlent à un public venu du monde entier, de purs chefs d'œuvres comme de simples objets de la vie quotidienne, tous miroir d'une extraordinaire diversité culturelle.

Les couvertures

L'emblème de la BANK OF AFRICA représente une "poupée de fécondité" Ashanti stylisée. La fertilité étant un symbole universel de prospérité, les pages d'accueil des rapports sont illustrées d'objets, d'aspects très variés, liés à ce thème.

Remerciements

La BANK OF AFRICA remercie Monsieur Stéphane Martin, Président du musée du quai Branly, la Direction du développement culturel et en particulier Hélène Cerutti, Céline Martin-Raget et Agathe Moroval, pour le prêt des photos montrées dans ces rapports et la cession exceptionnelle de leurs droits d'utilisation.

© Tous droits réservés.

Couple de statuettes Lobi

Lobi. Gbakpoulona. Gaoua. Sud Ouest du Burkina Faso. XXe siècle.
Bois à patine brillante. 22,3 x 5,7 x 5,5 cm. 221 g. 23,6 x 5,4 x 5 cm. 204 g.

Sculptures provenant de l'autel placé à l'intérieur de la maison du sculpteur-devin Lobi Tiohépté Palé, du village de Gbakpoulona.

Les Lobi parlent des statuettes sous le terme de "bouthiba" ou "thilbuu", c'est-à-dire, remèdes (thi) qui murmurent des paroles obscures (bour).

Elles sont considérées comme des vivants, intermédiaires entre le monde terrestre et l'au delà. Les couples de figurines, homme et femme debout, participent au culte des ancêtres et garantissent le lignage. Le nombril saillant de la sculpture féminine symbolise la fertilité.

N° inventaire : 70.2003.7.22 & 21

© musée du quai Branly, photo Patrick Gries

Le mot du Directeur Général



L'exercice 2006 se termine pour BANK OF AFRICA - BURKINA FASO (BOA-BURKINA FASO) par une croissance soutenue de 23 % des engagements directs à la clientèle et de 86 % des engagements par signature, tandis que la Banque renforce de 17 % sa position en matière de collecte de ressources.

Le développement des emplois s'est opéré tout au long de l'année et a touché toutes les catégories de crédit - crédits de campagne, prêts à court terme, prêts à moyen et long terme -, destinés à des segments de clientèle variés. Dans le même temps, l'amélioration de la qualité du portefeuille s'est poursuivie.

La progression enregistrée au niveau des ressources collectées auprès de la clientèle est obtenue par la croissance de toutes les composantes, comptes à vue, d'épargne et à terme. Le coût des ressources de la BOA-BURKINA FASO a été abaissé au cours de l'exercice sous revue.

L'activité de la Banque a sensiblement progressé au cours de l'exercice étudié : fin 2006, le Produit Net Bancaire (PNB) a crû de 23 % et s'élève à 6 750 millions de F CFA, alors que le Résultat Brut d'Exploitation (RBE) marque une croissance de 35 % et s'inscrit à 3 466 millions de F CFA en fin d'exercice.

La rentabilité de la BOA-BURKINA FASO s'est substantiellement améliorée par rapport à 2005, avec une augmentation de 68 % du résultat avant impôt, qui s'établit à 1 677 millions de F CFA à fin 2006, alors que l'effort de provisionnement des créances compromises net de recouvrement reste constant à 1 472 millions de F CFA, mais auquel il convient d'ajouter 405 millions de F CFA enregistrés en pertes sur créances irrécouvrables, contre zéro l'année précédente.

Après impôt, le résultat net s'inscrit à 1 015 millions de F CFA pour 2006, en nette progression de 67 % par rapport à 2005.

En termes de dépôts de la clientèle, la BOA-BURKINA FASO occupe au 31 décembre 2006 la quatrième place des banques du pays, au nombre de onze, et détient 12,85 % de part de marché.

L'encours atteint fin 2006 pour les crédits à la clientèle permet à la BOA-BURKINA FASO de tenir 11,2 % de part de marché dans ce domaine et de s'inscrire au sixième rang des banques présentes au BURKINA FASO.

La mise en place de nouveaux systèmes de traitements des opérations interbancaires - télécompensation SICA UEMOA - et les succès enregistrés dans la formation continue du personnel ont montré la capacité d'adaptation de celui-ci aux nouvelles évolutions technologiques et professionnelles du secteur bancaire.

La poursuite de l'amélioration de la qualité du portefeuille, le renforcement de l'activité

commerciale, l'élargissement de l'offre de produits proposés à la clientèle, ainsi que la recherche de prestations de services rémunératrices en termes de commissions, demeureront les priorités des organes dirigeants de la Banque au cours de l'exercice à venir. A cette fin, un nouveau renforcement de ses fonds propres est prévu en 2007.

Ces réalisations n'auraient toutefois pas pu être possibles sans la mobilisation et le dévouement du personnel de la Banque, la confiance de nos clients, et le soutien de notre Conseil d'Administration et de nos actionnaires.

Qu'ils soient ici remerciés, de leur travail, de leurs conseils, ainsi que de leurs encouragements.

Michel F. KAHN

Directeur Général

Faits marquants

Exercice 2006

Février

- Lancement de B-Web, service de banque en ligne sur Internet.

Mai

- Ouverture d'une nouvelle Agence, à Gounghin, quartier de Ouagadougou.
- Participation, à Nairobi, aux Rencontres BANK OF AFRICA pour les cadres du Réseau.

Juin

- Campagne de collecte de ressources par le lancement de deux nouveaux produits : épargne CLASSIC et épargne ELITE.
- Lancement du produit Cash Collect, ou ramassage de fonds à domicile, avec reconnaissance différée.

Octobre

- Décision d'une augmentation du capital social, passant celui-ci de 2 à 2,5 milliards de F CFA.

Novembre

- Participation aux "Journées de l'entrepreneuriat burkinabé".
- Affiliation au réseau Western Union en tant qu'Agent Général.

Décembre

- Participation aux "Journées de promotion minière".
- Emission d'un emprunt obligataire de 2 milliards de F CFA par appel public à l'épargne.

Chiffres clés exercice 2006

Activité	
Dépôts clientèle*	77 482
Créances clientèle*	61 145

Résultat	
Produit Net Bancaire *	6 750
Charges de fonctionnement *	2 932
Résultat Brut d'Exploitation *	3 467
Résultat Net *	1 015
Coefficient d'exploitation (%)	48,6

Structure	
Total Bilan *	91 463
Fonds Propres après répartition *	4 351
Fonds Propres/Total Bilan (%)	6,2
Effectif moyen pendant l'exercice	106

Au 31/12/2006

(*) En millions de F CFA

Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration, de 9 membres, est actuellement composé comme suit :

- Lassiné DIAWARA, Président
- Delchan OUEDRAOGO
- Paul DERREUMAUX
- Amadou Mamadou AW
- CAURIS INVESTISSEMENT, représentée par Soumaïla SORGHO
- René FORMEY de SAINT LOUVENT
- UNION DES ASSURANCES DU BURKINA-VIE, représentée par Soumaïla SORGHO
- BANK OF AFRICA - NIGER, représentée par Boureima WANKOYE
- Abdourahmane DIOUF

Capital

Au 31 décembre 2006, la répartition du capital s'établit comme suit :

AFRICAN FINANCIAL HOLDING (AFH)	48.4 %
AUTRES BANK OF AFRICA	8.0 %
ATTICA S.A.	5.0 %
ACTIONNAIRES NATIONAUX	28.2 %
CAURIS INVESTISSEMENT	10.0 %
AUTRES ACTIONNAIRES	0.4 %

Rapport du Conseil d'Administration

A l'Assemblée Générale des actionnaires du 14 juin 2007 pour l'exercice social 2006.

Le cadre économique et financier de l'exercice 2006

L'environnement international a été caractérisé en 2006 par une bonne orientation des économies dans les pays industrialisés. La croissance économique mondiale a enregistré une légère accélération, avec un taux de 5,1 % contre 4,9 % en 2005.

Cette performance est liée aux effets conjugués de la demande intérieure et de celle enregistrée sur les marchés des produits pétroliers et des matières premières non agricoles, dans la zone euro et dans les pays émergents de l'Asie.

Dans la zone euro, le taux de croissance est estimé à 2,4 % pour 2006, soit à son niveau le plus élevé des six dernières années. Ce résultat est à mettre au compte d'une amélioration du climat des affaires en France et en Allemagne, qui a favorisé l'investissement, la consommation et l'emploi.

La conjoncture économique a été également marquée par le resserrement de la politique monétaire dans les principaux pays industrialisés. Les taux directeurs ont été augmentés par la Fédéral Réserve (FED) et la Banque Centrale Européenne (BCE). Sur les marchés des changes, la préférence des investissements pour les actifs libellés dans la monnaie européenne a induit l'appréciation de l'euro par rapport au dollar.

En Afrique subsaharienne, le Produit Intérieur Brut a enregistré un fléchissement avec un taux de croissance de 5,2 % contre 5,8 % en 2005. Cette situation est liée au ralentissement de la croissance de l'Afrique du Sud et aux chocs subis par les autres économies du fait de la situation du marché pétrolier.

Au sein de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), bien qu'une lenteur ait été enregistrée dans le processus de normalisation de la situation socio-politique dans certains États membres, la conjoncture économique laisse apparaître une orientation relativement bonne de l'activité économique en 2006. Le taux de croissance du PIB de l'Union est estimé à 3,4 % en 2006 contre 4,4 % en 2005.

Les pressions inflationnistes se sont relativement atténuées depuis le début de l'année, à la faveur de la baisse des prix des céréales sur la plupart des marchés des pays de l'UEMOA. Sur l'ensemble de l'année 2006, le taux d'inflation annuel moyen a été de 2,3 % contre 4,3 % en 2005.

La situation des finances publiques a été caractérisée par une aggravation des déficits sous l'effet de la forte progression des dépenses, notamment de celles de transferts et subventions.

L'évolution du cours des matières premières, pétrole et coton, a été contrastée. Pour le pétrole, la hausse des cours s'est accélérée au cours du premier semestre 2006. Après

avoir frôlé 80 dollars début août, le prix du baril a perdu 25 dollars au cours des deux derniers mois de l'année 2006, pour retomber à des niveaux proches de ceux de décembre 2005. Concernant le coton, les cours mondiaux se sont établis en moyenne à 1,30 dollar le kilo en 2006, contre 1,20 dollar en 2005.

Au Burkina Faso, en 2006, l'activité économique a enregistré un taux de croissance de 6,1 % contre 7,1 % en 2005. Toutefois, par rapport à l'objectif contenu dans le programme pluriannuel 2006-2008, le taux de croissance est en amélioration de 0,5 %, avec des performances meilleures que prévues pour le secteur primaire.

En effet, la croissance du secteur primaire a atteint 4,1 % en 2006, pour des prévisions de 3,9 %. Cette amélioration s'explique par de meilleures perspectives que celles anticipées pour 2006 en matière de production végétale, à la suite de conditions climatiques satisfaisantes, et malgré un démarrage difficile de la campagne agricole. L'arrivée des pluies a en effet été tardive, avec quelques petites poches de sécheresses et des inondations dans certaines régions. Toutefois, les précipitations ont duré jusqu'au mois d'octobre, permettant ainsi d'atténuer les effets du déficit pluviométrique sur la production.

La production céréalière est en hausse de 5,7 % et la production cotonnière a progressé de 8,5 %, pour s'établir à 814 900 tonnes. Cette spéculation a bénéficié de la dynamique d'extension des superficies emblavées, ainsi que de la poursuite de l'encadrement et du suivi des producteurs.

A ces performances, il convient d'ajouter la croissance au niveau de la filière des fruits et légumes.

Le secteur secondaire a enregistré une augmentation de 6,9 % contre 7,4 % en 2005. Ce niveau de performance s'explique par le dynamisme des industries manufacturières, sous l'impulsion des industries de transformations du coton graine et des brasseries. La branche du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP) a profité de l'exécution du programme d'investissements publics, notamment la construction des routes, la construction et la réhabilitation des pistes rurales et des bâtiments administratifs, et la réalisation d'aménagements hydro-agricoles.

L'évolution positive du secteur tertiaire a été de 5,5 % contre 4,1 % en 2005, portée tant par les services marchands que par les services non marchands. La progression des services marchands est liée à la bonne tenue de l'activité touristique et hôtelière, en raison de l'organisation de nombreuses manifestations nationales et internationales au Burkina Faso. Par ailleurs, la branche des transports a bénéficié du transport de marchandises, notamment de celui du coton. En outre, le commerce de détail a été dynamisé par l'effet des ventes de matériaux de construction et d'articles ménagers, en rapport avec l'accroissement des revenus distribués aux producteurs.

Au total, la contribution à la croissance des secteurs primaire, secondaire et tertiaire a été respectivement de 1,2 point, 1,6 point et 3,3 points.

Du côté de la demande, la croissance a été tirée par la consommation privée qui a progressé de 9,3 %. Cette composante a été liée à la hausse de la consommation des ménages, en lien avec la campagne agricole 2005-2006. La formation brute du capital fixe a augmenté de 7,1 % sous l'impulsion de sa composante primée.

En terme nominal, le taux d'épargne intérieur brut s'est élevé à 9,6 % en 2006 contre 6,4 % un an plutôt. Quant au taux d'investissement, il s'est situé à 19,3 % contre 19,5 % en 2005.

En 2006, la croissance a été réalisée dans un contexte de hausse modérée des prix à la consommation avec un taux annuel moyen de 2,4 % contre 6,4 % en 2005. Cette évolution est liée à la faible progression des prix des produits alimentaires, suite à un approvisionnement suffisant et régulier des marchés en produits alimentaires. A cela s'ajoute le repli des prix des hydrocarbures, lié à la baisse observée sur le marché pétrolier.

L'exécution des opérations financières de l'État s'est soldée par un déficit global qui est passé de 4,9 % du PIB en 2005 à 5,2 % en 2006. Les recettes budgétaires ont progressé de 11,6 % pour représenter 13 % du PIB, sous l'impulsion des recettes fiscales qui ont augmenté de 11,8 %. Il en a résulté un taux de pression fiscale de 12 %.

L'encours de la dette publique à fin 2006 s'est chiffré à 538,4 milliards de F CFA contre 1 270,6 milliards à fin 2005. Cette baisse notable s'explique essentiellement par le bénéfice de l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM). En effet, la mise en œuvre effective de cette mesure a permis l'annulation de l'encours de la dette due au FMI, pour un volume total d'environ 708 milliards de F CFA.

La balance des transactions courantes s'est améliorée de 70,1 milliards de F CFA. Cette évolution est imputable à la réduction du déficit commercial et à l'amélioration, d'une part, du solde des services et revenus, et, d'autre part, des flux nets au titre des transferts courants sans contrepartie. La réduction du déficit commercial est essentiellement causée par la progression des exportations de coton. Les effets de cette hausse ont été atténués par la progression des importations, sous l'effet du dynamisme de l'activité économique et de la hausse des prix des produits pétroliers. Hors dons officiels, le solde courant s'est détérioré pour représenter 11,3 % du PIB.

S'agissant de la situation monétaire, les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont inscrits en hausse de 51,1 milliards de F CFA, en s'établissant à 221,3 milliards de F CFA à fin décembre 2006. Cette évolution est liée en partie à l'allègement de dette au titre de l'IADM.

L'encours du crédit intérieur s'est inscrit en hausse de 27,2 milliards de F CFA, soit 5,6 %, pour se situer à 511,5 milliards de F CFA à fin décembre 2006. La position nette du gouvernement s'est améliorée de 38,8 milliards de F CFA, pour se situer à -29,8 milliards de F CFA à fin décembre 2006. Cette évolution est essentiellement consécutive à la baisse de 38,7 milliards de F CFA des engagements vis-à-vis du système bancaire.

Les crédits à l'économie se sont chiffrés à 541,3 milliards de F CFA, en hausse de 13,9 % par rapport à décembre 2005, à la suite d'une progression de 53,1 milliards de F CFA des concours ordinaires, dont 9,4 milliards de F CFA pour les crédits à moyen et long terme, et de 12,9 milliards de F CFA, soit 20,6 %, des crédits de campagne.

L'accroissement des crédits ordinaires résulte de concours à des sociétés cotonnières, ainsi qu'aux entreprises des secteurs de l'énergie, des hydrocarbures, des télécommunications du BTP, de l'agro-industrie, du commerce général et des services. L'évolution des crédits de campagne traduit les lenteurs dans le dénouement des concours octroyés au titre de la campagne agricole 2005/2006, en raison du faible rythme d'embarquement de la production de coton-fibre destinée à l'exportation.

La masse monétaire s'est accrue de 10,1 % pour s'établir à 661,5 milliards de F CFA, traduisant la hausse de 16,4 % des dépôts en banque, dont l'impact a été amoindri par le recul de 8,2 % de la circulation fiduciaire.

Pour l'année 2007, les objectifs en matière de croissance sont de 6,6 % l'an, porté par l'ensemble des secteurs. Les taux de croissance des secteurs primaire, secondaire et tertiaire seraient respectivement de 3,6 %, 10,9 % et 6,7 %.

Dans le domaine de la maîtrise des prix, la norme de 3 % d'inflation devrait pouvoir être respectée.

Analyse des comptes de bilan et de résultat de l'exercice 2006

Le total du bilan du neuvième exercice de la BANK OF AFRICA - BURKINA FASO (BOA-BURKINA FASO) atteint le montant de 91 463 millions de F CFA, en hausse de 15 112 millions de F CFA, soit de 19,8 % par rapport à l'année 2005. Cette progression illustre l'accroissement important des engagements directs de la clientèle et l'augmentation au passif de la collecte des dépôts auprès de la clientèle.

Les ressources globales issues de la clientèle ont connu une croissance de 17 % en volume.

De 66 015 millions de F CFA à fin 2005, elles ont atteint 77 482 millions de F CFA au 31 décembre 2006. La part de marché de la Banque se situe à 12,85 % à fin 2006 contre 12,44 % fin 2005. La BOA-BURKINA FASO figure en quatrième position sur onze banques répertoriées.

La variation positive du nombre de comptes en 2006 est de 3 487 unités, après suppression régulière des comptes inactifs, soit une hausse de 7,25 % par rapport à fin 2005.

Le nombre de comptes à vue des particuliers augmente de 2,7 % et l'encours des ressources de cette catégorie progresse de 506 millions de F CFA, soit 10 %. Les soldes moyens s'élèvent à fin décembre 2006 à 205 112 F CFA, en amélioration de 1,4 % sur l'exercice sous revue.

Au chapitre des comptes d'épargne, les encours globaux ont positivement évolué de 1

494 millions de F CFA, soit + 22 % à fin 2006.

Ils totalisent 8 025 millions de F CFA et 10 % des ressources de la clientèle.

Les comptes à terme totalisent 35 014 millions de F CFA, en progression de 21 %.

Les autres dépôts reçus en garantie, dépôts et divers, sont au nombre de 460, soit un de plus que fin 2005. Leur encours passe de 1 808 millions de F CFA à 2 051 millions de F CFA, soit une majoration de 13 % au cours de la période sous revue. La fluctuation est peu significative, car il s'agit de dépôts constitués en garantie d'ouverture de crédits documentaires ou de la délivrance de cautions et d'avaux.

Partant de 49 580 millions de F CFA à la fin de l'exercice précédant, les emplois totaux de clientèle atteignent 61 145 millions de F CFA, soit une croissance de 23,3 % en un an qui touche toutes les catégories de crédit. Cette évolution résulte des actions commerciales menées dans le cadre du Plan Triennal de Développement (PTD) 2004-2006.

La part de marché de la Banque se situe à 11,21 % alors qu'elle s'établissait à 10,28 % fin 2005.

Les crédits de campagne de commercialisation du coton s'établissent à 10 840 millions de F CFA à fin décembre 2006 contre 9 352 millions de F CFA fin 2005. Une queue de campagne 2005-2006, à hauteur de 8 790 millions de F CFA, pour l'opérateur historique de la filière, explique l'encours élevé de cette rubrique. Par ailleurs, l'accroissement des volumes de coton produits, ainsi que le partenariat conclu avec un second égreneur, expliquent le complément de cette évolution.

Les découverts, passant de 7 247 millions de F CFA à fin 2005 à 10 545 millions de F CFA à fin 2006, marquent une croissance significative de + 45 %.

Les escomptes, avec un encours global de 4 731 millions de F CFA, enregistrent une poussée de 107 %.

Les prêts à court terme, de 11 185 millions de F CFA fin décembre 2005, passent à 14 350 millions de F CFA fin décembre 2006, soit une augmentation de 28 % en un an.

Les crédits à moyen terme ont connu un taux de progression de 8 %. L'encours se note à 17 523 millions de F CFA à fin décembre 2006, contre 16 129 millions de F CFA fin 2005.

Les engagements par signature se sont globalement améliorés de 86 % par rapport à fin 2005. L'encours des crédits documentaires a cru de 27 %, en passant de 1 238 millions de F CFA à 1 582 millions de F CFA d'un exercice à l'autre. Par ailleurs, les avaux délivrés en faveur de la clientèle se montent à 16 351 millions de F CFA contre 3 735 millions de F CFA pour l'exercice précédent. Les autres cautions, essentiellement sur marchés, enregistrent un encours de 14 585 millions de F CFA contre 12 508 millions de F CFA l'an dernier, soit une augmentation de 16 %.

Les produits d'exploitation atteignent 9 058 millions de F CFA à fin 2006 et ont progressé de plus de 19,3 % par rapport à 2005, hors produits exceptionnels, qui totalisent près de 1 422 millions de F CFA, principalement constitués de reprises de provisions pour créances douteuses et litigieuses (CDL).

Les produits de trésorerie, arrêtés à 302 millions de F CFA fin 2006, marquent un recul de 24 % par rapport à l'exercice antérieur. Une utilisation plus systématique des excédents, consécutifs aux délais de couverture à l'extérieur, permet une évolution régulière de cette rubrique.

Les produits de clientèle croissent de 21 % sur fin décembre 2005 et atteignent 8 756 millions de F CFA contre 7 191 millions de F CFA l'an dernier.

Parmi ceux-ci, les commissions cumulées collectées par la Banque à fin 2006 s'élèvent à 2 737 millions de F CFA contre 2 130 millions de F CFA en 2005, soit une croissance de 28 %.

Cette évolution est due à l'effet positif de la mise à jour des conditions de banque, qui sera poursuivie en 2007, et à la volonté de vendre une gamme plus étendue de services de la Banque. Les commissions représentent, en 2006, 31,3 % des produits clientèle contre 29,6 % en 2005.

Pour les autres produits, dans un chiffre global de 1 422 millions de F CFA, les reprises de provisions sur créances en souffrance sont comptabilisées pour 1 402 millions de F CFA, contre 479 millions de F CFA à la fin de l'exercice 2005.

La progression importante des reprises de provisions sur créances douteuses s'explique par un effort fait dans le recouvrement et la restructuration de crédits déclassés, mais également par la passation en perte pour un montant de 405 millions de F CFA de créances irrécouvrables. Il convient donc de comparer 479 millions de F CFA de reprises de provisions en 2005 à 997 millions de F CFA en 2006.

Les charges d'exploitation totalisent 5 591 millions de F CFA au 31 décembre 2006 contre 5 032 millions de F CFA en 2005, en augmentation de 11,1 % et de 559 millions de F CFA.

Les charges bancaires se situent globalement à 2 308 millions de F CFA et progressent de 9 % sur l'année précédente. C'est principalement le poste Charges sur opérations avec la clientèle qui explique cette évolution. De 1 966 millions de F CFA en 2005, celui-ci se chiffre à 2 152 millions de F CFA en 2006, soit une variation de + 6,9 %. Cette rubrique est constituée à hauteur de 1 903 millions de F CFA d'intérêt servis sur les comptes à terme de la clientèle. L'encours moyen des comptes à terme sur 2006 a, quant à lui, crû de 7,9 %.

Les charges de personnel, de 841 millions de F CFA fin 2005, passent à 896 millions de F CFA, en deçà des prévisions budgétaires de l'année, situées à 1 016 millions de F CFA. La

croissance des charges sociales s'explique par un montant de 32 millions de F CFA, relatif à la constitution d'une provision pour départ à la retraite des collaborateurs qui constituait jusqu'alors un passif non couvert.

La Banque aura vraisemblablement besoin de 5 ans pour résorber ce passif potentiel.

L'accroissement du poste fournitures et imprimés est imputable à la rubrique " imprimés ", qui évolue de 35,1 millions de F CFA en 2005 à 72,8 millions de F CFA. Ceci s'explique par la production de dépliants destinés à la clientèle indiquant les nouvelles conditions tarifaires et du matériel de communication Western Union, suite au passage de la Banque au statut d'Agent Général.

La publicité et les frais de représentation connaissent un accroissement de 46 millions de F CFA, du fait des campagnes de promotion de produits, telles les campagnes Épargne et B-Web, notamment. Dans cette rubrique figure aussi la participation de la BOA - BURKINA FASO à des salons tels PROMIN, le SIAO, ou le Salon de l'Entreprise.

Les voyages et déplacements - missions et réceptions s'élèvent à 102 millions de F CFA fin 2006, soit une parfaite stabilité par rapport à l'exercice précédent.

Deux éléments de la rubrique frais de courrier et de télécommunication expliquent l'accroissement de 59 millions de F CFA de charges en 2006 par rapport à l'année précédente :

- 36 millions de F CFA proviennent de l'alourdissement des frais de poste, suite à la décision de la Direction Générale d'envoyer les relevés de comptes des clients particuliers mensuellement et non plus trimestriellement, dans un souci de meilleure communication avec la clientèle et d'un meilleur contrôle sur les comptes de tiers.
- 30 millions de F CFA sont imputables à l'installation de B-Web.

Les frais divers de gestion, avec une dépense globale de 501 millions de F CFA, enregistrent une hausse de l'ordre de 22 % par rapport à fin 2005.

- Les honoraires de AISSA et AFH-SERVICES croissent de 26,3 millions de F CFA au cours de l'année.
- La rémunération de personnel externe augmente de 27 millions de F CFA, en raison des trieuses et caissiers pris en prestataires de services extérieurs.

- Les cotisations et dons sont majorés de 31 millions de F CFA, au titre principalement de la participation de BOA-BURKINA FASO au Forum des Entreprises, primé par le Groupe BOA en liaison avec la Banque Mondiale pour 50 000 US \$, soit 25 millions de F CFA.

Les impôts et taxes, de 76 millions fin 2005, passent à 124 millions de F CFA, au-delà de la prévision qui fixait la charge à 97 millions de F CFA.

Avec des produits d'exploitation de 9 058 millions de F CFA, en progression de 19 % d'un exercice à l'autre et après déduction de 2 286 millions de F CFA de charges bancaires, le Produit Net Bancaire (PNB) à fin 2006 a augmenté de 23 % et s'établit à 6 750 millions de F CFA.

Après soustraction de 2 933 millions de F CFA de frais de fonctionnement, le Résultat Brut d'Exploitation (RBE) est de 3 467 millions de F CFA, en croissance de 35 % par rapport à 2005.

Le résultat de l'exercice avant impôt se monte à 1 677 millions de F CFA, en amélioration de 68 % relativement à 2005.

Après une charge pour impôts sur le résultat de 663 millions de F CFA, le résultat net s'établit à 1 015 millions de F CFA, en évolution positive de 67 % par rapport à l'année antérieure.

Le bénéfice permettra de servir pour la cinquième année consécutive, un dividende aux actionnaires, qui s'élève à 25 % du capital social sous réserve de l'accord des autorités de régulation.

Les résultats obtenus, dans un contexte encore favorable, permettent un renforcement des fonds propres de la Banque. Toutefois, ceux-ci devront être accrus de façon complémentaire pour accompagner et poursuivre le développement de l'Institution.

Ces résultats concrétisent les efforts soutenus de l'ensemble du personnel, auquel le Conseil d'Administration adresse, en votre nom, ses vives félicitations, ainsi que ses encouragements à poursuivre ses efforts.

Un hommage particulier doit, une fois encore, être rendu aux actionnaires pour le soutien apporté à la BANK OF AFRICA - BURKINA FASO dans le courant de l'exercice.

Pour l'année 2007, les orientations définies au Plan Triennal de Développement (PTD 2007-2009) seront engagées. Une action soutenue dans le domaine de la collecte des ressources s'appuiera sur un réseau enrichi de deux nouvelles Agences. Une amélioration de la qualité du portefeuille de crédit sera systématiquement recherchée par des actions de recouvrement énergiques et une distribution de crédit réservée à des contreparties de qualité. Enfin, un contrôle des coûts sera opéré afin d'améliorer la productivité de la Banque.

Rapport des Commissaires aux Comptes

Exercice clos le 31 décembre 2006

Rapport Général des Commissaires aux Comptes

En exécution du mandat de Commissaires aux Comptes de la BANK OF AFRICA - BURKINA FASO (BOA-BURKINA FASO) que vous avez bien voulu nous confier, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport général de vérification des comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2006.

1.1 Opinion Sur Les Comptes

Nous avons procédé au contrôle des comptes annuels en effectuant les diligences que nous avons estimées nécessaires selon les normes généralement admises.

Ces normes exigent que notre révision soit planifiée et réalisée de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne contiennent pas d'anomalies significatives. Notre révision consiste à examiner, sur la base de sondages, les éléments probants qui justifient les montants et les informations contenus dans les états financiers.

Notre mission consiste également à apprécier, d'une part les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, et, d'autre part, leur présentation d'ensemble.

A l'issue de nos contrôles, nous n'avons pas décelé d'erreurs significatives susceptibles de remettre en cause la fiabilité des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2006.

En conséquence, nous certifions que les états financiers de la BOA-BURKINA FASO arrêtés au 31/12/2006 sont réguliers et sincères, et donnent une image fidèle, pour tous les aspects significatifs, du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à cette date.

1.2 Respect De La Réglementation Bancaire

Dans le cadre du respect de la réglementation bancaire, nous avons examiné l'application par la BOA-BURKINA FASO des dispositifs prudentiels édictés par la Banque Centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

A l'issue de nos contrôles, nous formulons les observations ci-après.

Les ratios suivants ne respectent pas les normes requises par la BCEAO :

- le ratio des crédits aux personnes participant à la Direction, à l'Administration, à la Gérance, au contrôle et au fonctionnement de la Banque : ce ratio s'établit à 26,43 % contre un maximum autorisé de 20 % des Fonds Propres Effectifs (FPE). Notons que les FPE s'élèvent à 4 351 millions de F CFA ;

Ce ratio se décompose comme suit :

Crédits aux membres du Conseil d'Administration ou de gérance	25,51 % FPE
Crédits aux Commissaires aux Comptes	0,83 % FPE
Crédits au personnel d'exécution	0,09 % FPE

Ce ratio s'est amélioré au cours de la période sous revue par rapport à celui de l'exercice 2005 qui s'établissait à 29,23 %.

- le ratio de structure du portefeuille : à l'instar de l'exercice 2005, ce ratio est à zéro contre un minimum exigé de 60 % ; cela tient au fait qu'aucun encours sain de crédit n'a bénéficié d'accord de classement de la BCEAO.
- le ratio fonds propres sur risques : ce ratio s'établit à 6,84 % contre un minimum autorisé de 8 % des Fonds Propres Effectifs (FPE).

1.3 Autres Vérifications Et Informations Spécifiques

Conformément aux dispositions de l'article 713 de l'Acte Uniforme OHADA du 17 avril 1997 relatif au droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Économique, les Commissaires aux Comptes vérifient la sincérité et la concordance avec les états financiers de synthèse, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration ou de l'Administrateur Général, selon le cas, et dans les documents sur la situation financière et les états financiers de synthèse de la société adressés aux actionnaires.

Les contrôles effectués conformément aux dispositions dudit article n'appellent pas d'observations de notre part.

Ouagadougou, le 07/03/2007

Les Commissaires aux Comptes

C.E.DO.RE.C-SARL

Alassane TRAORÉ

Expert-Comptable inscrit à l'ONECCA-BF

SOFIDEC-SARL

Paulin OUEDRAOGO

Expert-Comptable inscrit à l'ONECCA-BF

Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes

Établi en application de l'article 442 de l'acte uniforme Ohada du 17 avril 1997

Conformément aux dispositions de l'article 438 et suivants de l'Acte Uniforme OHADA du 17 avril 1997 relatif au droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Économique, toute convention entre une société anonyme et l'un de ses Administrateurs ou Directeurs Généraux ou Directeurs Généraux adjoints, doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration.

Il en est de même des conventions auxquelles un Administrateur ou un Directeur Général ou un Directeur Général adjoint est indirectement intéressé ou dans lesquelles il traite avec la société par personne interposée.

Sont également soumises à autorisation préalable du Conseil d'Administration, les conventions intervenant entre une société et une entreprise ou une personne morale, si l'un des Administrateurs ou un Directeur Général ou un Directeur Général adjoint de la société est propriétaire de l'entreprise ou associé indéfiniment responsable, gérant, Administrateur, Administrateur Général, Administrateur Général adjoint, Directeur Général ou Directeur Général adjoint de la personne morale contractante.

L'Administrateur intéressé est tenu d'informer le Conseil d'Administration dès qu'il a connaissance d'une convention soumise à autorisation. Il ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.

Le Président du Conseil d'Administration ou le Président Directeur Général avise les Commissaires aux Comptes, dans le délai d'un mois à compter de leur conclusion, de toute convention autorisée par le Conseil d'Administration et la soumet à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

En application de l'article 442 de l'Acte Uniforme OHADA du 17 avril 1997, nous portons à votre connaissance les conventions suivantes visées par les articles 438 suivants dudit Acte Uniforme OHADA :

Conventions conclues au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice sous revue.

Administrateur intéressé :

M. Paul DERREUMAUX.

Nature et objet de la convention :

Assistance technique de AFH-Services au profit de BOA-BURKINA FASO.

Effets produits au cours de l'exercice :

Le montant global des sommes versées à AFH-Services par BOA-BURKINA FASO au cours de l'exercice au titre de l'exécution de cette convention, s'élève à 314,5 millions de F CFA (123,3 pour les appointements expatriés et 191,2 pour l'assistance technique)

correspondant à une charge de 362,3 millions de F CFA (123,3 pour les appointements expatriés et 239 pour l'assistance technique), compte tenu de l'incidence de la retenue fiscale de 20 % sur les honoraires d'assistance technique (prestations fournies par un prestataire non établi au Burkina Faso).

1. Convention d'assistance technique avec AFH-Services

Administrateurs intéressés :

M. Paul DERREUMAUX

Nature et objet de la convention :

Assistance technique de AFH-SERVICES au profit de la BOA-BURKINA FASO.

Effets produits au cours de l'exercice :

Le montant global des sommes versées à AFH-SERVICES par la BOA-BURKINA FASO au cours de l'exercice au titre de l'exécution de cette convention, s'élève à 366,8 millions de F CFA (123,3 pour les appointements expatriés et 243,5 pour l'assistance technique) correspondant à une charge de 427,6 millions de F CFA (123,3 pour les appointements expatriés et 304,3 pour l'assistance technique), compte tenu de l'incidence de la retenue fiscale de 20 % sur les honoraires d'assistance technique (prestations fournies par un prestataire non établi au Burkina Faso).

2. Convention d'assistance technique avec AISSA-SARL

Administrateurs intéressés :

Cauris Investissement SA, représenté par EKLO Yawo Noël, Paul DERREUMAUX et Boureima WANKOYE.

Nature et objet de la convention :

Assistance technique de AISSA-SARL au profit de la BOA-BURKINA FASO.

Effets produits au cours de l'exercice :

Le montant global des sommes versées à AISSA-SARL par la BOA-BURKINA FASO au cours de l'exercice au titre de l'exécution de cette convention s'élève à 54,7 millions de F CFA, pour une charge de 68,4 millions de F CFA, compte tenu de l'incidence de la retenue fiscale de 20 % au titre de prestations fournies par un prestataire non établi au Burkina Faso.

3. Convention de prêt subordonné avec FMO

Administrateur intéressé :

F M O

Nature et objet de la convention :

Prêt subordonné de 278 millions de F CFA au taux de base du marché monétaire de la BCEAO, majoré de 1,5 % de marge de service, convertible en actions BOA-BURKINA FASO.

Effets produits au cours de l'exercice :

Les intérêts courus sur l'exercice s'élèvent à 1,5 millions de F CFA. Ce prêt a été intégralement remboursé le 01/02/2006.

Ouagadougou, le 07/03/2007

Les Commissaires aux Comptes

C.E.DO.RE.C-SARL

Alassane TRAORÉ

Expert-Comptable inscrit à l'ONECCA-BF

SOFIDEC-SARL

Paulin OUEDRAOGO

Expert-Comptable inscrit à l'ONECCA-BF

Bilan

Comparé des deux derniers exercices (en F CFA)

Actif

Actif	Exercice 2005	Exercice 2006
CAISSE	2 571 940 711	2 320 695 887
CRÉANCES INTERBANCAIRES	15 980 403 690	19 888 226 212
• à vue	12 063 033 950	14 790 505 811
· banque centrale	7 260 036 967	10 527 311 652
· trésor public, CCP	133 569 238	356 513 153
· autres établissements de crédit	4 669 427 745	3 906 681 006
• à terme	3 917 369 740	5 097 720 401
CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	49 580 346 674	61 144 645 903
• portefeuille d'effets commerciaux	2 278 986 635	4 730 558 792
· crédits de campagne		
· crédits ordinaires	2 278 986 635	4 730 558 792
• autres concours à la clientèle	36 904 369 746	43 228 479 927
· crédits de campagne	9 351 500 000	10 840 110 008
· crédits ordinaires	27 552 869 746	32 388 369 919
• comptes ordinaires débiteurs	10 396 990 293	13 185 607 184
• affacturage		
TITRES DE PLACEMENT	3 402 800 000	2 174 585 000
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	632 290 500	958 535 534
CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES		
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES MISES EN EQUIVALENCE		

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	92 061 887	75 812 748
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 874 718 967	1 990 138 114
ACTIONNAIRES ET ASSOCIÉS		
AUTRES ACTIFS	321 841 838	2 591 674 432
COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	1 894 730 669	318 708 601
ECARTS D'ACQUISITION		
TOTAL DE L'ACTIF	76 351 134 936	91 463 022 431

Hors Bilan	Exercice 2005	Exercice 2006
ENGAGEMENTS DONNÉS	17 481 463 134	32 518 414 603
• engagements de financement	1 228 523 122	1 527 482 142
· en faveur d'établissements de crédit		
· en faveur de la clientèle	1 228 523 122	1 527 482 142
• engagements de garantie	16 252 940 012	30 990 932 461
· d'ordre d'établissements de crédit	10 000 000	54 345 000
· d'ordre de la clientèle	16 242 940 012	30 936 587 461
• engagements sur titres		

Passif

Passif	Exercice 2005	Exercice 2006
DETTES INTERBANCAIRES	3 309 984 758	3 703 996 948
• à vue	797 168 004	2 541 037 684
· trésor public, CCP	68 717 906	1 603 890 476
· autres établissements de crédit	728 450 098	937 147 208

• à terme	2 512 816 754	1 162 959 264
DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE	66 014 708 834	77 481 964 029
• comptes d'épargne à vue	6 531 373 126	8 025 281 554
• comptes d'épargne à terme		
• bons de caisse		
• autres dettes à vue	29 035 414 309	32 391 768 999
• autres dettes à terme	30 447 921 399	37 064 913 476
DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE		1 350 000 000
AUTRES PASSIFS	2 134 332 230	2 826 016 797
COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	271 785 464	443 741 149
ECARTS D'ACQUISITION		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES		
Fonds affectés	278 000 000	0
EMPRUNTS & TITRES SUBORDONNÉS		
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX	1 124 784 349	1 424 339 968
CAPITAL	2 000 000 000	2 000 000 000
PRIMES LIÉES AU CAPITAL		
RÉSERVES	222 746 987	313 894 130
ÉCARTS DE RÉÉVALUATION		
REPORT À NOUVEAU (+/-)	387 144 695	903 645 171
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	607 647 619	1 015 424 239
TOTAL DU PASSIF	76 351 134 936	91 463 022 431

BANK OF AFRICA - BURKINA FASO

Rapport annuel - Exercice 2006

Hors bilan	Exercice 2005	Exercice 2006
ENGAGEMENTS REÇUS	44 890 111 224	84 506 850 236
• engagements de financement		
· reçus d'établissements de crédit		
· reçus de la clientèle		
• engagements de garantie	44 890 111 224	84 506 850 236
· reçus d'établissements de crédit		
· reçus de la clientèle	44 890 111 224	84 506 850 236
• engagements sur titres		

Résultat

Comparés des deux derniers exercices (en F CFA)

Charges

Charges	Exercice 2005	Exercice 2006
INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES	2 063 895 040	2 273 656 503
• Sur dettes interbancaires	97 809 709	121 625 258
• Sur dettes à l'égard de la clientèle	1 966 085 331	2 152 031 245
• Sur dettes représentées par un titre		
• Autres intérêts et charges assimilées		
CHARGES SUR CRÉDIT-BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES		
COMMISSIONS	15 130 269	31 081 083
CHARGES SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES	30 268 799	3 605 558
• charges sur titres de placement	650 000	3 605 556
• charges sur opérations de change	29 618 799	2
• charges sur opérations de hors bilan		
CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION BANCAIRE		
FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION	2 589 454 072	2 932 363 736
• frais de personnel	841 482 138	895 440 943
• autres frais généraux	1 747 971 934	2 036 922 793
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	333 558 154	351 378 414
SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES ET DU HORS BILAN	1 380 534 752	1 472 407 238
EXCÉDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX	0	299 555 619
CHARGES EXCEPTIONNELLES	16 505 888	7 817 390

PERTES SUR EXERCICES ANTÉRIEURS	182 869 401	28 213 241
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	388 216 711	662 533 311
RÉSULTAT	607 647 619	1 015 424 239
TOTAL DES CHARGES	7 608 080 705	9 078 036 332

Produits

Produits	Exercice 2005	Exercice 2006
INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS	5 357 805 353	6 185 384 930
• sur créances interbancaires	400 958 060	301 815 590
• sur créances sur la clientèle	4 956 847 293	5 883 569 340
• sur titres d'investissement		
• autres intérêts et produits assimilés		
PRODUITS SUR CRÉDIT-BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES		
COMMISSIONS	265 200 528	324 640 332
PRODUITS SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES	835 749 930	1 295 448 135
• produits sur titres de placement	104 090 822	135 411 845
• dividendes et produits assimilés	17 217 000	74 117 000
• produits sur opérations de change	391 394 947	638 283 199
• produits sur opérations de hors bilan	323 047 161	447 636 091
PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION BANCAIRE	9 803 482	7 312 171
PRODUITS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION	1 123 867 532	1 245 375 004
REPRISE D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS		
SOLDE EN BÉNÉFICE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES ET DU HORS BILAN		

EXCÉDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	15 653 877	6 487 303
PRODUITS SUR EXERCICES ANTÉRIEURS	3	13 388 457
PERTES		
TOTAL DES PRODUITS	7 608 080 705	9 078 036 332

Résultat comparés des deux derniers exercices (en F CFA)

Produits & Charges

Produits & Charges	Exercice 2005	Exercice 2006
INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS	5 357 805 353	6 185 384 930
• sur créances interbancaires	400 958 060	301 815 590
• sur créances sur la clientèle	4 956 847 293	5 883 569 340
• sur titres d'investissement		
• autres intérêts et produits assimilés		
PRODUITS SUR CRÉDIT-BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES		
INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES	-2 063 895 040	-2 273 656 503
• sur dettes interbancaires	-97 809 709	-121 625 258
• sur dettes à l'égard de la clientèle	-1 966 085 331	-2 152 031 245
• sur dettes représentées par un titre		
• autres intérêts et charges assimilées		
CHARGES SUR CRÉDIT-BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES		
MARGE D'INTÉRÊT	3 293 910 313	3 911 728 427
PRODUITS DE COMMISSIONS	265 200 528	324 640 332

BANK OF AFRICA - BURKINA FASO

Rapport annuel - Exercice 2006

CHARGES DE COMMISSIONS	-15 130 269	-31 081 083
RÉSULTAT NET DES COMMISSIONS	250 070 259	293 559 249
RÉSULTATS NETS SUR		
• opérations sur titres de placement	103 440 822	131 806 289
• dividendes et opérations assimilées	17 217 000	74 117 000
• opérations de change	361 776 148	638 283 197
• opérations de hors bilan	323 047 161	447 636 091
RÉSULTAT NET OPÉRATIONS FINANCIÈRES	805 481 131	1 291 842 577
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 133 671 014	1 252 687 175
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION NON BANCAIRE		
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE		
FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION	-2 589 454 072	-2 932 363 736
• frais de personnel	-841 482 138	-895 440 943
• autres frais généraux	-1 747 971 934	-2 036 922 793
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	-333 558 154	-351 378 414
REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS		
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	2 560 120 491	3 466 075 278
RÉSULTAT NET DES CORRECTIONS DE VALEUR	-1 380 534 752	-1 472 407 238
EXCÉDENT NET DES DOTATIONS ET REPRISES SUR FRBG	0	-299 555 619
RÉSULTAT COURANT (AVANT IMPÔT)	1 179 585 739	1 694 112 421
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	-852 011	-1 330 087
RÉSULTAT SUR EXERCICES ANTÉRIEURS	-182 869 398	-14 824 784

BANK OF AFRICA - BURKINA FASO

Rapport annuel - Exercice 2006

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	-388 216 711	-662 533 311
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	607 647 619	1 015 424 239

Résolutions

Première résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du Rapport du Conseil d'Administration et du Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'exercice 2006, les approuve dans toutes leurs parties et approuve le bilan et les comptes de cet exercice tels qu'ils lui ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans les rapports.

Cet exercice 2006 se solde donc par un bénéfice de 1 015 424 239 F CFA, après une dotation aux amortissements de 351 378 414 F CFA et un impôt sur les bénéfices de 662 533 311 F CFA.

En outre, l'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les Conventions visées par la loi 023/96/ADP du 11 juillet 1996 et par la loi bancaire du 2 mai 1996, approuve sans réserve ledit Rapport.

En conséquence, l'Assemblée Générale Ordinaire donne quitus à tous les membres du Conseil d'Administration pour leur gestion et pour tous les actes accomplis par eux au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2006. Elle donne également quitus aux Commissaires aux Comptes pour l'exécution de leur mandat au cours de ce même exercice.

Deuxième Résolution

Selon les propositions du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Ordinaire, après en avoir délibéré, approuve l'affectation comme suit du bénéfice net de l'exercice et du report à nouveau antérieur :

	En F CFA
BÉNÉFICE NET DE L'EXERCICE	1 015 424 239
REPORT À NOUVEAU ANTÉRIEUR	553 645 171
TOTAL A REPARTIR	1 569 069 410
RÉSERVE LÉGALE (15 % du resultat)	152 313 636
DIVIDENDES (25 % du capital)	500 000 000
REPORT À NOUVEAU fin 2006	916 755 774
TOTAL RÉPARTI	1 569 069 410

Troisième Résolution

En application de la précédente résolution, l'Assemblée Générale Ordinaire décide que, après règlement à l'État de l'Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM) au taux de 15 % sur le dividende brut de 2 500 F CFA par action, il sera effectivement versé aux actionnaires un dividende net correspondant à une rémunération de 2 125 F CFA par action de 10 000 F CFA.

Le paiement de ce dividende s'effectuera au Siège Social à compter du 1er juillet 2007 par estampillage du coupon n° 5 du certificat d'action de chaque actionnaire.

Quatrième Résolution

L'Assemblée Générale, après en avoir délibéré, décide de ratifier la nomination aux fonctions d'Administrateur, de Monsieur Abdourahmane DIOUF faite à titre provisoire par le Conseil d'Administration lors de sa session du 10 janvier 2007 en remplacement du FMO, démissionnaire.

Cinquième Résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après en avoir délibéré, nomme pour une durée de trois années à compter de la présente assemblée et jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire 2012 devant statuer sur les comptes 2009 comme Administrateurs les actionnaires suivants :

- Monsieur Abdourahame DIOUF,
- Monsieur Amadou Mamadou AW,
- BANK OF AFRICA - NIGER, représentée par Monsieur Boureima WANKOYE,
- Monsieur Delchan OUEDRAOGO,
- Monsieur Lassiné DIAWARA,
- Monsieur Paul DERREUMAUX,
- Monsieur René FORMEY de SAINT LOUVENT,
- UAB, représentée par Monsieur Soumaïla SORGHO,
- CAURIS INVESTISSEMENT, représenté par Monsieur Yawo Noël EKLO.

Sixième Résolution

L'Assemblée Générale, après en avoir délibéré, décide de fixer le montant des indemnités de fonction allouées aux membres du Conseil d'Administration pour l'année 2007 à la somme de 24 000 000 F CFA.

Septième Résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire après en avoir délibéré, décide de renouveler le mandat de Madame Rosette NACRO, comme Commissaire aux Comptes suppléant pour une durée de six ans.

Son mandat viendra à expiration au cours de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2012.

Conformément à la réglementation bancaire en vigueur, le renouvellement de ce mandat sera soumis à l'approbation de la Commission Bancaire de l'UEMOA.

Huitième Résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire confère à tout porteur d'un extrait ou d'une copie du procès-verbal de la présente Assemblée, tous pouvoirs pour exécuter les formalités de publication légale.

Annexes

1 Note sur les principes et méthodes comptables

Présentation des comptes

Les comptes annuels de la BANK OF AFRICA - BURKINA FASO sont établis selon les règles définies par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) dans le règlement applicable aux banques des États de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) depuis 1990.

Les comptes sociaux au 31 décembre 2006 ont été présentés selon les mêmes méthodes d'évaluation que celles de l'exercice précédent et sont conformes dans leur forme et leur présentation aux recommandations de la profession bancaire et à celles de la BCEAO.

Les états financiers sont établis sur la base des coûts historiques.

Conversion des comptes du bilan libellés en devises

Les créances et les dettes ainsi que les engagements hors bilan libellés en devises sont convertis en F CFA aux cours de change du 31/12/2006, cours communiqués par l'Agence Nationale de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

Les opérations et positions en devises

Les opérations de change sont évaluées à chaque arrêté mensuel ou au terme des achats et ventes de devises chez les correspondants, et le résultat de change est enregistré directement au compte de résultat.

Les intérêts, commissions et frais sur les opérations en devises sont couverts et comptabilisés en F CFA dès la réception des avis d'encaissement ou paiement.

Les intérêts et les commissions bancaires

Les produits et charges ont fait l'objet de décomptes et sont rattachés à la période concernée conformément aux principes de la séparation des exercices.

Les intérêts sur créances en souffrance échappent à ce principe de comptabilisation et sont constatés pour mémoire.

Comptes de la clientèle

Le classement de ces comptes par activité, sociétés, collectivités, particuliers, comptes des actionnaires, comptes à terme, etc..., n'a pas subi de modification. Les crédits à la clientèle comprennent, d'une part les créances commerciales, les crédits à court, moyen et long termes et, d'autre part, les comptes débiteurs de la clientèle.

Toutes les créances en souffrance ont fait l'objet d'une attention particulière et des provisions pour dépréciation conséquentes ont été constituées. Le taux retenu varie entre

50 et 100 % selon la nature du risque et suivant les recommandations de la Banque Centrale relatives à la comptabilisation et au provisionnement des engagements en souffrance. Le taux moyen des provisions au 31/12/2006 est de 72,04 %.

Les provisions pour dépréciation antérieurement constituées non utilisées ou devenues sans effet ont fait l'objet de reprises et viennent donc améliorer les résultats.

Les immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements y afférents sont calculés sur la durée de vie probable ou estimée selon la méthode linéaire :

FRAIS D'ÉTABLISSEMENT	20 %
CONSTRUCTIONS	5 %
MATÉRIEL DE TRANSPORT	25 %
AMÉNAGEMENTS-INSTALLATIONS	10 %
MOBILIER ET MATÉRIEL DE BUREAU OUTILLAGE (selon nature)	10-25 %
MATÉRIEL INFORMATIQUE	33 1/3 %

Les réparations et entretiens intervenus sur les immobilisations sont enregistrés en charges.

2 Observations sur le bilan

2.1 Opérations avec les établissements de crédit

Echéance	Au 31/12/2005*		Au 31/12/2006*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
DE 0 À 1 MOIS	14 851	3 310	18 519	3 704
DE 1 MOIS À 3 MOIS	59		67	
DE 3 MOIS À 6 MOIS	100		121	
DE 6 MOIS À 2 ANS	599		813	

DE 2 ANS À 5 ANS	371		368	
PLUS DE 5 ANS	0		0	
TOTAL	15 980	3 310	19 888	3 704

2.2 Opérations avec la clientèle

2.2.1. Classement des créances et des dettes avec la clientèle par échéance

Echéance	Au 31/12/2005*		Au 31/12/2006*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
DE 0 À 1 MOIS	28 201	45 544	40 028	58 603
DE 1 MOIS À 3 MOIS	2 173	5 467	2 188	3 748
DE 3 MOIS À 6 MOIS	2 397	3 721	2 398	3 213
DE 6 MOIS À 2 ANS	8 095	6 803	8 600	6 279
DE 2 ANS À 5 ANS	5 431	4 471	5 054	5 639
PLUS DE 5 ANS	134	9	335	0
CRÉANCES EN SOUFFRANCE	3 149		2 542	0
TOTAL	49 580	66 015	61 145	77 482

2.2.2. Classement des créances et des dettes avec la clientèle par agents économiques

Agents économiques	Au 31/12/2005*		Au 31/12/2006*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
PARTICULIERS	10 613	15 396	11 415	16 084
ENTREPRISES PRIVÉES	28 782	45 253	38 491	54 779
SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS	10 185	5 211	10 712	6 301

ÉTAT ET ORGANISMES ASSIMILÉS		155	527	318
TOTAL	49 580	66 015	61 145	77 482

2.2.3. Détail des créances douteuses et provisions pour dépréciation

Echeance	Au 31/12/2005*	Au 31/12/2006*
Créances douteuses	7 314	7 824
Provisions pour dépréciation	-4 165	-5 282
CRÉANCES DOUTEUSES NETTES	3 149	2 542

2.3 Immobilisations financières

Participation	Montant participation*		Capital*	Part BOA
	Brut	Net		
				%
Dans les banques et établissements financiers				
• ACTIBOURSE S.A.	22	20	300	6,67%
• BANK OF AFRICA - BENIN	305	75	7 500	1,00%
• SOFIGIB	40	40	450	8,89%
• CTMI UEMOA	1	1	1 850	0,05%
Sous total	368	136		
DANS LES AUTRES SOCIÉTÉS				
• AISSA	7	7	28	25,00%
• AGORA	400	400	4 000	10,00%
• AFRIC INVEST	161	161	38 112	0,42%
Sous total	568	568		
TOTAL PARTICIPATIONS	936	704		

2.4 Immobilisations incorporelles

Nature	Au 31/12/2005*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2006*
Immobilisations brutes	402	33		435
Amortissements cumulés	-310	-49	0	-359
TOTAL NET	92	-16	0	76

2.5 Immobilisations corporelles

Nature	Au 31/12/2005*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2006*
IMMOBILISATIONS BRUTES	3 194	667	23	3 838
• IMMOBILISATIONS EN COURS	29	14	0	43
• IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	3 056	513		3 569
• IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION	0	0	0	0
• IMMOBILISATIONS PAR RÉALISATION DE GARANTIE	109	140	23	226
AMORTISSEMENTS	-1 319	-303	0	-1 622
• IMMOBILISATIONS EN COURS				
• IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	-1 319	-303	0	-1 622
• IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION	0			0
TOTAL NET	1 875	364		2 216

* En millions de F CFA

2.6 Autres Actifs/Passifs

2.6.1. Autres actifs

Nature	2005*	2006*
DÉBITEURS DIVERS	128	74
VALEURS NON IMPUTÉES	0	0

VALEURS À L'ENCAISSEMENT	1 660	1 377
VALEURS A REJETER EN COMPENSATION	13	229
DÉPÔTS ET CAUTIONNEMENT		
STOCKS ET EMPLOIS DIVERS		
CRÉANCES RATTACHÉES	185	233
TOTAL	1 986	1 913

2.6.2. Autres passifs

Nature	2005*	2006*
DETTES FISCALES		
DETTES SOCIALES		
CRÉDITEURS DIVERS	673	974
DETTES RATTACHÉES	885	817
DIVERS		
TOTAL	1 558	1 791

2.7 Comptes d'ordre et divers

2.7.1. Actif

Comptes d'ordre et divers actif	2005*	2006*
CHARGES COMPTABILISÉES D'AVANCE	30	29
PRODUITS À RECEVOIR	185	256
DIVERS	7	712
TOTAL	222	997

2.7.2. Passif

Comptes d'ordre et divers passif	2005*	2006*
CHARGES À PAYER	162	299
PRODUITS PERÇUS D'AVANCE	10	17
DIVERS	676	1 162
TOTAL	848	147

2.8 Provisions pour risques et charges

2.9 Capitaux propres

2.9.1. Détail des capitaux propres

Nature	Montant au 31/12/2005*	Affectation du résultat*	Autres mouvements*	Montant au 31/12/2006*
F.R.B.G.	1 125		299	1 424
PRIMES LIÉES AU CAPITAL				
RÉSERVES LÉGALES	223	91		314
RÉSERVES RÉGLEMENTAIRES				
AUTRES RÉSERVES				
CAPITAL SOCIAL	2 000		0	2 000
FONDS AFFECTÉS (PRÊTS SUBORDONNÉS)	278		0	0
FONDS BLOQUÉS D'ACTIONNAIRES	0		0	0
REPORT A NOUVEAU	387	166		553
RÉSULTAT 2005	607	-607		0
RÉSULTAT 2006	0		0	1 015
TOTAL	4 620	-350	299	5 306

2.9.2. Le Fonds pour Risques Bancaires Généraux

Le fonds pour risques bancaires généraux a été doté comme suit (en millions de F CFA, par année de dotation)

2005	1 125
2006	299
Soit au 31/12/2006	1 424

2.9.3. Informations sur le capital

Le capital de la BANK OF AFRICA - BURKINA FASO s'élève à 2 000 millions de F CFA. Il est composé de 200 000 titres d'une valeur nominale de 10 000 F CFA. La structure de financière est la suivante :

Actionnaires	Structure
AFRICAN FINANCIAL HOLDING (AFH)	48,40%
AUTRES BANK OF AFRICA	8,00%
ATTICA S.A.	5,00%
ACTIONNAIRES BURKINABÉ	28,20%
ENTREPRISES PRIVÉES BURKINABÉ	12,00%
PARTICULIERS BURKINABÉ	16,20%
CAURIS INVESTISSEMENT S.A.	10,00%
AUTRES	0,40%

* En millions de F CFA

3 Engagements hors bilan

Nature	2005*	2006*
ENGAGEMENTS DONNÉS	17 482	32 518
• ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT - À LA CLIENTÈLE	1 229	1 527
• ENGAGEMENTS DE GARANTIE - À LA CLIENTÈLE	16 253	30 991

ENGAGEMENTS REÇUS	44 890	84 507
• ENGAGEMENTS DE GARANTIE - DE LA CLIENTÈLE	44 890	84 507

4 Observations sur le compte de résultat

4.1 Intérêts et produits assimilés

Nature	2005*	2006*
SUR CRÉANCES INTERBANCAIRES	401	302
• À VUE	104	109
• À TERME	297	193
SUR CRÉANCES DE LA CLIENTÈLE	4 919	5 884
• CRÉANCES COMMERCIALES	272	347
• AUTRES CRÉDITS À COURT TERME	1 391	2 313
• COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS	1 477	1 344
• CRÉDITS À MOYEN TERME	1 769	1 862
• CRÉDITS À LONG TERME	10	18
TOTAL	5 320	6 186

4.2 Intérêts et charges assimilées

Nature	2005*	2006*
SUR DETTES INTERBANCAIRES	97	122
• A VUE	74	52
• A TERME	23	70
SUR DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE	1 966	2 152
• A VUE	18	51
• A TERME	1 948	2 101

TOTAL	2 063	2 274
-------	-------	-------

* En millions de F CFA

4.3 Commissions

Nature	2005*	2006*
COMMISSIONS PERÇUES (PRODUITS)	265	325
• SUR OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE ET INTERBANCAIRES	0	0
• SUR OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	265	325
COMMISSIONS VERSÉES (CHARGES)	15	30
• SUR OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE ET INTERBANCAIRES	10	21
• SUR OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	5	9

4.4 Frais généraux d'exploitation

4.4.1. Frais de personnel

Nature	2005*	2006*
SALAIRES ET TRAITEMENTS	742	755
CHARGES SOCIALES	99	140
TOTAL	841	895

4.4.2. Autres frais généraux

Nature	2005*	2006*
IMPÔTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS	75	122
REDEVANCE DE CRÉDIT BAIL	100	103
LOYERS	77	86
ENTRETIEN ET RÉPARATIONS	105	113

PRIMES D'ASSURANCE	72	73
INTERMÉDIAIRES ET HONORAIRES	360	396
PUBLICITÉ, PUBLICATIONS ET RELATIONS PUBLIQUES	65	111
DÉPLACEMENTS MISSIONS ET RÉCEPTIONS	102	101
FRAIS POSTAUX ET FRAIS DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	183	242
ACHATS NON STOCKÉS DE MATIÈRES ET FOURNITURES	319	349
JETONS DE PRÉSENCE	15	10
MOINS VALUES DE CESSIONS		1
AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX	245	330
TOTAL	1 718	2 037

4.5 Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations

Nature	2005*	2006*
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	334	351
• DES IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	334	351
• DES IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION	0	0
REPRISES	0	0
TOTAL	334	351

4.6 Solde en perte des corrections de valeur sur créances et du hors bilan

NATURE	2005*	2006*
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR CRÉANCES EN SOUFFRANCE	1 844	2 469
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION DES AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF		
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		

PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	16	405
REPRISES DE PROVISIONS SUR CRÉANCES EN SOUFFRANCE	-479	-1 402
REPRISES DE PROVISIONS SUR AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF		
REPRISES DE PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES		
TOTAL	1 381	1 472

5 Autres informations

5.1 Effectifs moyens

Catégories	2005	2006
CADRES EXPATRIÉS	2	2
CADRES LOCAUX	5	5
CADRES LOCAUX	26	26
EMPLOYÉS	47	57
PERSONNEL NON BANCAIRE	9	8
PERSONNEL TEMPORAIRE	8	8
TOTAL	97	106

5.2 Contrevaleur des comptes en devises

Nature	2005*	2006*
ACTIF		
OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE		
• BILLETS ET MONNAIES	2 572	2 321
• CORRESPONDANTS BANCAIRES	12 063	14 790

VALEURS A L'ENCAISSEMENT ET DIVERS		
PASSIF		
OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE		
• CORRESPONDANTS BANCAIRES	797	2 541
• REFINANCEMENTS	2 500	1 163
• AUTRES SOMMES DUES	13	0
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE		
• COMPTES ORDINAIRES	66 015	77 482

5.3 Affectation des résultats de l'exercice 2006

Nature	En F CFA
RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2006	1 015 424 239
REPORT À NOUVEAU DE L'EXERCICE 2005	553 645 171
TOTAL À RÉPARTIR	1 569 069 410
RÉSERVE LÉGALE (15% DU RÉSULTAT)	152 313 636
DIVIDENDE	500 000 000
NOUVEAU REPORT À NOUVEAU	916 755 774
TOTAL RÉPARTI	1 569 069 410

6 Résultats des cinq derniers exercices

Nature	2 002	2 003	2 004	2 005	2 006
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
• CAPITAL SOCIAL*	1 500	1 500	2 000	2 000	2 000
• NOMBRE DES ACTIONS ORDINAIRES EXISTANTES	150 000	150 000	200 000	200 000	200 000

BANK OF AFRICA - BURKINA FASO

Rapport annuel - Exercice 2006

OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE*					
• CHIFFRE D'AFFAIRES	4 673	6 174	7 663	8 088	9 078
• BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	1 668	2 494	2 746	3 190	4 904
• IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES	375	365	506	388	663
• BÉNÉFICE APRÈS IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	417	433	504	608	1 015
RÉSULTAT PAR ACTION**					
• APRÈS IMPÔTS, AVANT AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	7 225	14 190	13 731	14 003	20 659
• APRÈS IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	3 077	2 888	2 521	3 038	5 077
PERSONNEL					
• EFFECTIF MOYEN DES SALARIÉS PENDANT L'EXERCICE	63	83	97	97	106
• MONTANT DE LA MASSE SALARIALE DE L'EXERCICE*	500	563	666	841	895
• SOMMES VERSÉES AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX*					

En millions de F CFA

En F CFA